La Finlande prête à refouler les migrants sur sa frontière orientale

05/04/2024 à 22h41



Un projet de loi d'urgence vise à préparer le pays en cas d'arrivée massive de demandeurs d'asile, dans le cadre d'une opération orchestrée par la Russie. Les juristes et les associations de défense des droits humains sont critiques.

Depuis le 15 décembre 2023, la frontière terrestre entre la Finlande et la Russie est fermée. Cette mesure, prise par le gouvernement à Helsinki, qui accuse Moscou de vouloir déstabiliser son pays en *« instrumentalisant l'immigration »*, devait être temporaire. Elle est en train de se pérenniser : jeudi 4 avril, la fermeture a été prolongée *« jusqu'à nouvel ordre »* et étendue au trafic maritime, alors que la Finlande prépare une loi d'urgence qui pourrait lui permettre de refouler les migrants à la frontière.

Dirigé par le conservateur Petteri Orpo, le gouvernement de coalition reproche aux autorités russes d'avoir rompu, à partir de l'été 2023, avec la pratique habituelle consistant, des deux côtés de la frontière, à stopper l'arrivée des migrants dépourvus de titre de séjour avant qu'ils ne traversent. Depuis le mois de juillet 2023, environ 1 300 demandeurs d'asile, originaires de pays tiers, sont

ainsi entrés en Finlande, la plupart sur des vélos fournis par des policiers russes, selon des témoignages recueillis par *Le Monde*.

« Situation à long terme »

Quatre mois après la fermeture de la frontière, la ministre de l'intérieur, Mari Rantanen, membre des Vrais Finlandais (extrême droite), assure que rien n'a changé : *« Les autorités finlandaises considèrent qu'il s'agit d'une situation à long terme. »* L'arrivée du printemps pourrait même, selon elle, *« accroître la pression sur la Finlande »*, alors que *« des centaines, voire des milliers de personnes* [se trouvent] *près de la frontière finlandaise du côté russe »*.

D'où le projet de loi d'urgence en préparation, qui prévoit d'autoriser les refoulements de migrants à la frontière, dans des situations exceptionnelles – c'est-à-dire si les autorités *« ont des informations ou des soupçons sérieux qu'un Etat étranger ou un autre acteur tente d'influencer la Finlande en exploitant les immigrants »*, et que ces tentatives *« mettent sérieusement en danger la souveraineté ou la sécurité nationale de la Finlande »*.

(…) Le Monde